DEUIL « MOBILISER LES GENS » ET « NE PAS ÊTRE UNE SOURCE DE NUISANCE » : OÙ CELA MÈNE-T-IL, ET AVEC QUEL RÉSULTAT ?

DISCOURS DE BLANCHE WEBER, PRÉSIDENTE DU MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE

OEKOFEST 2026

Récemment, le porte-parole de « **Psychologists for Future «** a posé la question suivante aux personnes présentes lors d'une conférence à laquelle nous participions : « *Quel sentiment associez-vous au changement climatique ? »* La peur, mais aussi la colère, ont été les principales réponses. Ces sentiments ont été le plus souvent cités comme première réaction, a précisé le psychologue. Mais si l'on y regarde de plus près, un autre sentiment ressort : **le deuil**. Le deuil que nous, les humains, n'ayons pas empêché cette évolution que nous avons particulièrement ressentie cet été, et que l'on en soit arrivé là. Un deuil, comme si quelqu'un était mort, face à ce qui semble définitivement perdu, qui ne reviendra jamais et que nous ne pourrons plus léguer à nos enfants. Les glaciers, de nombreuses espèces végétales et animales magnifiques, plus de la moitié des récifs coralliens, des étés insouciants et des températures agréables… Mais aussi la peur de ce qui nous attend.

L'analyse de cette psychologue environnementale m'a profondément émue. Elle m'a fait prendre pleinement conscience que j'avais ressenti exactement la même chose cet été. Oui, parallèlement à la gestion de cette chaleur insupportable et à cette préoccupation peut-être un peu naïve pour le sort de certains animaux dans cette sécheresse, se posaient les questions de savoir ce qu'il adviendrait des arbres de nos forêts, comment se portaient les personnes vulnérables et les nouveau-nés dans des cliniques surchauffées… et quant à savoir comment sera la situation dans 10, 20 ans ou plus, j'ai également éprouvé le sentiment suivant : de nombreuses personnes, des scientifiques, la société civile… s'engagent depuis des années, Meco depuis plus de 50 ans, pour la protection du climat et de la biodiversité. Souvent au-delà de nos limites humaines. **Et pourtant, nous n'avons pas réussi à empêcher l'évolution de la situation qui est devenue particulièrement évidente cet été.** Les incendies dans les Hautes Fagnes, où la plupart d'entre nous ont probablement déjà fait une promenade à pied ou à vélo au moins une fois, l'air qui était ici aussi sombre et âcre que dans un smog… cela a été un coup dur de plus.

La protection du climat doit toujours attendre : les « acquis » passent avant tout !

Puis il y a eu **la catastrophe au Népal**, ces inondations gigantesques qui ont privé des milliers de personnes de leur logement, voire de leur vie. Une catastrophe qui a désormais, une fois de plus, disparu des médias. Qui parmi nous sait comment vont ces gens aujourd'hui ? Probablement très peu d'entre nous. Ce n'était qu'un fait divers parmi tant d'autres pendant le creux estival. Nous y sommes-nous habitués ? Acceptons-nous simplement que, par notre comportement, des populations du Sud perdent leurs moyens de subsistance, leurs maisons et leur vie ? Qu'il y ait déjà des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de réfugiés climatiques, et que ce nombre va inévitablement augmenter de manière massive ? Nous y sommes-nous

habitués ? En tant que membre d'une alliance internationale d'ONG environnementales, nous avons reçu de nombreux messages de collègues d'Asie, du Pacifique… où ils ont très clairement exprimé leur colère. De la colère, avant tout, parce que nous, dans les pays riches, savons exactement quelle dette nous ne nous imposons en ne nous attaquant pas assez sérieusement et assez rapidement à la crise climatique et à celle de la biodiversité. Nous nous contentons d'essayer de les prévenir de manière « pragmatique », tant que cela ne nous touche pas directement, tant qu'il nous suffit tout au plus de passer d'une voiture à essence ou diesel à une voiture électrique (et encore, car si vous partez en vacances, vous risquez de devoir attendre l' s à la station-service…). … tout en sachant très bien le prix que les populations du Sud doivent payer pour notre pragmatisme.

Nos collègues du Sud nous ont, en quelque sorte, également reproché, en tant qu'ONG du Nord, de ne pas affirmer assez haut et fort, de manière suffisamment cohérente et peut-être assez radicale, que cela ne peut pas durer. Et en réalité, je pense qu'ils ont raison ! Mais d'une certaine manière, nous, les pays du Nord, nous nous sommes installés dans notre bulle de prospérité – et nous en avons encore bien trop malgré d'énormes injustices sociales – et nous continuons à nous engager pour la protection du climat et de la biodiversité tant que cela n'exige **aucun véritable changement** de la part d'aucun d'entre nous – en tant qu'individus et en tant que société. - Petite pique à ce sujet : le ministère de l'Agriculture, par exemple, n'exige que des bananes bio pour le programme « Un fruit à l'école », mais quand il s'agit de nos pommes, celles-ci peuvent très bien être traitées aux pesticides. Dans le Sud, on est censés trouver comment produire autrement et de manière biologique, mais on n'attend pas de nous que nous le fassions… nous n'en sommes même pas capables…

Notre pragmatisme – des conséquences dramatiques pour les populations du Sud

Mais un autre exemple actuel est particulièrement révélateur : l'État a décidé de prendre en charge une partie de la hausse des prix du diesel et de l'essence, ainsi que du fioul domestique. Et ce, alors même que les économistes les plus modérés s'accordent à dire que c'est une absurdité et une grave erreur. Il y a sans doute un consensus sur le fait qu'il faut aider les personnes en situation de précarité financière. Mais non, l'État aide désormais tout le monde, même les ménages très aisés… Car il y a toujours l'indice et la perte de pouvoir d'achat dont on parle tant. Et ce fichu problème, on n'arrive pas à le résoudre, on ne parvient pas à trouver une solution entre l'État, les employeurs et les syndicats… **La protection du climat devra donc simplement faire preuve de patience, et pour cela, nous allons également devoir gaspiller des centaines de millions d'Euros provenant de l'argent des contribuables pour subventionner les énergies fossiles pour** tout le monde… **Il n'y avait soi-disant pas d'autre issue ; nous étions tout simplement dans une mauvaise passe…** Ainsi, s'accrocher aux anciens schémas empêche une transition socialement juste, au détriment des plus vulnérables, de la nature et de nos enfants.

Autre exemple : nous avons besoin d'une **agriculture liée à la surface** – la consommation de viande doit être réduite à tout prix. Mais nous ne réorientons pas les subventions (s'agit-il d'une loi de la nature ?), et d'ailleurs, n'avons-nous pas le droit de manger de la viande tous les jours ? Cela ne doit-il pas empiéter notre liberté ? Alors nous continuons simplement à importer du soja et autres produits des pays du Sud. Diverses multinationales utilisent alors dans le Sud des pesticides dont la nocivité est si évidente qu'ils ne sont pas autorisés chez nous : mais pourquoi interdire à nos entreprises de produire ces produits ici ? Ce serait aller trop loin ; après tout, elles contribuent à notre croissance, elles sont le fondement de notre soi-disant modèle de prospérité. Des vêtements bon marché et des gadgets technologiques provenant de détaillants en ligne comme Temu et Shein, qui consomment d'énormes quantités de ressources et sont parfois fabriqués dans des conditions inhumaines : eh bien, que voulez-vous y faire ? Nous avons besoin de croissance… Et une fois que nous l'aurons, eh bien… nous verrons. Quelle attitude irresponsable ! Pourquoi tolérons-nous cela ? Quelle hypocrisie.

Et pour information : nos collègues népalais au sein de notre alliance internationale ont également indiqué qu'il y a huit ans – oui, exactement, il y a huit ans –, on leur avait promis une aide internationale pour prévenir

une catastrophe comme celle qui a frappé cet été. Mais cette aide a été retardée. Apparemment, il y avait une fois de plus des dossiers « plus urgents », des crises à court terme soi-disant plus importantes de notre côté…

Nous avons attendu ! Attendu, tout comme les **jeunes de Kliko et de la section jeunesse du Mouvement,** qui, lors d'une action mêlant théâtre et manifestation devant l'Assemblée nationale, ont parfaitement illustré ce qu'ils souhaitent faire face à la catastrophe climatique. Une animatrice a attendu que des responsables politiques viennent dans son talk-show pour dire ce qu'ils comptent vraiment faire face à la catastrophe climatique. Et elle a attendu, attendu… et l'émission s'est terminée avant même qu'on s'en rende compte, sans qu'un seul responsable politique ne se soit présenté. Les derniers mots de la présentatrice : « Bon, il ne nous reste plus qu'à attendre encore un peu, alors. » Quelle idée géniale ! Quelle mise en scène très juste ! Et merci à la jeune génération pour cette action et votre engagement !

On pourrait presque dire : les températures augmentent actuellement plus vite que la véritable volonté de changer quoi que ce soit.

Ceux d'entre vous qui connaissent mieux notre mouvement **savent** que notre engagement repose sur **la défense d'idéaux, sur la construction d'un avenir positif et sur la conviction fondamentale que l'engagement porte ses fruits et qu'il est possible de faire bouger les choses. Oui, nous sommes et restons optimistes.** Et pour rappel : pendant des années, c'est avant tout nous, avec un nombre relativement restreint de syndicalistes et d'hommes et femmes politiques, qui se sont opposés au courant dominant et ont défendu le tramway. Ce sont des acteurs tels que l'initiative citoyenne de la vallée de la Moselle et des responsables politiques courageux, ainsi que notre organisation, qui ont empêché la construction de la centrale nucléaire de Remerschen (qui serait probablement en phase de refroidissement cet été…), qui ont fait en sorte qu'il y ait aujourd'hui des parcs naturels dans le pays… et bien plus encore. C'est également l'initiative de notre mouvement qui a finalement conduit à la création des syndicats de protection de la nature. **S'engager, ça paie. Eh oui, nous avons accompli quelque chose malgré tout ! Eh oui, nous continuerons.**

Mais je crois qu'il y a aussi des moments cruciaux dans l'histoire où il faut dire : nous sommes aujourd'hui dans l'une des phases les plus décisives du développement de l'humanité. Les mesures individuelles ne suffisent plus. Nous décidons aujourd'hui si nous accordons la priorité à la préservation de nos systèmes vitaux, pour nous et pour les générations futures, ou à une croissance à court terme, en nous accrochant aux anciennes solutions ! On ne peut pas tout avoir ! Oui, nous avons désormais besoin d'une véritable transition socioécologique, et nous devons la mener de manière plus radicale.

Mais pour l'instant, la réponse politique et sociétale reste la « stagnation », le report, le fait de fermer les yeux sur les catastrophes qui frappent l'hémisphère sud et, en réalité, l'absence totale de compassion envers les personnes touchées, comme envers nos propres enfants. Et ne nous leurrons pas : les injustices mondiales scandaleuses sont une véritable poudrière.

Et les jeunes ont le droit d'être en colère contre nous – et doivent l'être –, car notre attachement à notre routine quotidienne et à nos acquis prime sur leur avenir !

Des mesures concrètes pour une transition socialement juste – c'est ce qui manque actuellement au Luxembourg !

Mais de plus en plus de personnes estiment que les choses ne peuvent pas continuer ainsi et voient dans un modèle social et économique alternatif une formidable opportunité et un grand espoir. Nous le répétons sans cesse : la solidarité sociale et la coopération plutôt que la logique de concurrence et la consommation. Mais quelles sont les conditions préalables nécessaires à cette transition ?

Le psychologue et chercheur en sciences sociales et en économie de marché Stephan Grünewald a déclaré – et sur ce point, il rejoint largement de nombreux autres spécialistes des sciences sociales – que six éléments sont indispensables pour faire avancer notre société :

- **Le premier point essentiel serait une description honnête des problèmes !**

Or, nous trébuchons dès le tout début, comme le montrent les quelques exemples suivants :
* Le ministre Serge Wilmes ne se lasse jamais de souligner avec joie et fierté que le Luxembourg réduit ses émissions de CO_2 de 3 % de plus que ce qu'exige la loi sur le climat, et que nous dépassons largement nos objectifs climatiques. Oui, dans l'ensemble, c'est vrai. Mais il sait très bien que cela n'est dû qu'aux réductions de CO_2 dans le secteur de la mobilité, et plus particulièrement au « tourisme à la pompe ». Et il sait très bien que les émissions dans le secteur résidentiel et du bâtiment sont en réalité en hausse, et ce de manière considérable. Il en va de même pour l'industrie. Ainsi, non seulement nous ne réduisons pas les émissions dans ces secteurs comme prescrit, mais c'est exactement le contraire qui se produit. **Le rôle du ministre de l'Environnement est, en s'appuyant sur des faits clairs, de nommer les défis qui restent à relever, les obstacles et les conditions préalables pour les surmonter. Se contenter de justifier et de vanter ses propres politiques est indigne de la fonction de ministre de l'Environnement**.

De plus, plus on persiste dans la mauvaise direction, plus la situation deviendra difficile pour ces secteurs, et plus des interventions drastiques seront nécessaires. Pour le secteur du bâtiment, par exemple, cela signifie également que la population sera exposée à des prix élevés du gaz pendant bien trop longtemps !

* Le ministre affirme ensuite que le nouveau projet de **loi sur la protection de la nature** conduira à davantage d'espaces verts dans nos agglomérations, car désormais, par exemple, 10 % des nouveaux aménagements doivent être réservés à des espaces verts et chaque commune devrait disposer d'au moins 20 % de certaines infrastructures vertes. Mais il passe sous silence le fait que cela est accepté, que la végétation peut alors être détruite ailleurs sans être remplacée – et qu'il n'est donc plus nécessaire de la compenser (avec tous les inconvénients que cela comporte pour les habitants de ces lieux) – et qu'une multitude de communes atteignent déjà ce chiffre de 20 % ! Cela signifie-t-il donc vraiment plus d'espaces verts ? Non ! Pas du tout. Peut-être avec un peu moins de pesticides. Surtout après cet été ! Si l'on veut vraiment plus d'espaces verts, il existe de bien meilleures solutions, comme un concept vert pour chaque commune. Mais on n'en entend pas parler.

* Troisième exemple : **les pesticides dans l'agriculture**. Des analyses montrent que les pommes issues de l'agriculture conventionnelle au Luxembourg sont contaminées par jusqu'à 8 pesticides. Or, pour ces « cocktails » de pesticides, il n'existe aucune limite. Et comme il n'y a pas de limites pour ces mélanges, mais uniquement pour chaque pesticide pris individuellement, selon notre ministre de l'Agriculture, tout va bien tant que la limite de chaque pesticide n'est pas dépassée. Comme l'a dit un collègue : « C'est comme si un ivrogne disait à l'alcootest : « Je ne suis pas ivre si l'on considère la bière, le vin et l'alcool séparément. » Quelle situation absurde ! En France, les maladies provoquées par l'utilisation de pesticides – même chez les enfants des personnes touchées, qui ont par exemple été exposées pendant la grossesse – sont reconnues par la sécurité sociale comme des maladies professionnelles. Le 14 octobre, à notre invitation, trois personnes concernées – qui ont manifestement développé un cancer ou la maladie de Parkinson à la suite d'une exposition aux pesticides – ainsi que le directeur de la caisse d'assurance maladie de notre pays viendront nous rendre visite à l'occasion d'un événement public. Nous espérons que leurs témoignages et leurs suggestions sur la manière d'améliorer les choses contribueront à ce que cette question soit prise plus au sérieux ici, tant au niveau politique que dans les secteurs concernés. Malheureusement, aucun des ministres – M. Hansen, M. Deprez et Mme Wilmes – n'a pu se libérer pour assister à cet événement. Mais chez Meco, nous sommes convaincus que les témoignages courageux des personnes concernées feront néanmoins la différence, peut-être même auprès du ministre de la Santé.

Conclusion : **au lieu d'enjoliver la réalité et l'approche luxembourgeoise, comme le font notamment nos ministres dans les domaines de l'environnement et de l'agriculture, il est nécessaire de mettre**

les faits sur la table et de les exposer sans détours, Il faut nommer les obstacles et les lacunes en matière de durabilité et indiquer comment les surmonter. Ce faisant, la classe politique montrerait sa grandeur et prouverait qu'elle est à la hauteur de sa mission et qu'elle a une vision à long terme.

- ## 2 piliers : Présentez une vision d'avenir qui donne envie de se lancer.

Car quel est le piège pour nous ? Il faut rallier les gens à notre cause sans les agacer. Tout le monde est favorable à la participation citoyenne. Mais je ne sais toujours pas où nous allons. Le gouvernement, les syndicats ou nous, en tant que société, avons-nous une vision de l'avenir pour nous guider ? Avons-nous une idée de ce à quoi pourrait ressembler la société de demain, une société qui tienne compte des limites naturelles de la planète ? Avons-nous une vision de l'avenir qui ne se contente pas d'accepter ce qui « doit » être fait, mais qui suscite aussi le désir ? Une vision que l'on attend avec impatience ? Une vision qui ne se limite pas à la défense de nos acquis, ni à des solutions fragmentaires, mais qui propose une vision positive de l'avenir ?

Si l'on est honnête, la réponse est non. Le débat tourne bien trop autour, par exemple, de la préservation des droits acquis de certaines (!) catégories de la population ; nous ne travaillons pas à une vision commune de l'avenir, une vision qui donnerait aussi du courage aux jeunes, et oui, nous n'en discutons même pas suffisamment.

Mais si nous voulons que les gens croient en l'avenir, qu'ils ne se replient pas sur eux-mêmes en ne se préoccupant que de leurs propres intérêts à court terme, et qu'ils soutiennent les changements – que ce soit pour des raisons écologiques ou sociales –, alors nous avons besoin de cette vision de l'avenir. Et aussi pour pouvoir prendre des décisions qui exigent des efforts de notre part.

Le message est donc clair : monde politique, syndicats, chefs d'entreprise, société civile : ensemble, nous devons nous ouvrir à un débat franc sur le type d'avenir que nous souhaitons pour nous-mêmes. Comment définir une vie digne pour tous – y compris pour les personnes défavorisées de notre société. Nous devons parvenir, comme le dit Ivan Krastev, à imaginer un monde différent de celui que nous connaissons aujourd'hui.

- ## Troisième pilier : chacun doit avoir le sentiment de pouvoir apporter sa contribution, et le développement doit être collaboratif, équitable et socialement juste :

Il existe en effet des études qui montrent que lorsque les gens savent que les décisions prises dans le domaine de l'environnement ont un réel impact et sont équitables et justes, elles bénéficient généralement d'une large adhésion. Tout le monde n'y est pas favorable, et au début, il y a un certain enthousiasme, mais celui-ci s'estompe et on constate souvent un consensus beaucoup plus large sur les décisions que ce que l'on pourrait croire. Soit dit en passant : le porte-parole de « Scientists for Future » a également rappelé un fait connu de longue date : lorsqu'on demande aux gens s'ils sont prêts à faire des efforts pour préserver nos systèmes vitaux, une grande majorité d'entre eux expriment cette volonté. Souvent, ce chiffre atteint 80 %. Lorsqu'on demande à ces mêmes personnes si elles pensent que les autres sont également prêtes à le faire, la réponse est différente. Elles ne pensent pas que les autres soient prêts. En clair : nous sommes prêts à accepter de nombreux changements, mais nous croyons à tort que les autres ne le seraient pas.

L'équité, la justice sociale et la preuve de l'efficacité des mesures sont les mots-clés décisifs pour la transition. Or, ceux-ci contrastent fortement, dans un certain sens, avec l'approche de notre gouvernement, qui consiste à dire : « ne faites pas de vagues » et « passez à l'action ». Cela, entre autres, fait peser la responsabilité sur l'individu (et, qui plus est, pas nécessairement de manière équitable). Mais la résolution des problèmes majeurs ne peut être laissée à l'individu. Nous devons

actionner les leviers essentiels pour assurer notre avenir ; **la politique** doit donc **définir un cadre clair pour tous et le façonner de manière équitable et juste afin** d'atteindre **des objectifs précis**.

Mais « faire adhérer la population » représente également un certain défi lorsque la politique elle-même est tout sauf cohérente. Le gouvernement prévoit malheureusement des reculs drastiques en matière de protection du climat – est-ce ainsi qu'il entend faire adhérer la population ? Voici trois exemples :

- En théorie, nous voulons protéger le climat, mais **le trafic aérien** devrait augmenter massivement : il est prévu qu'il double d'ici 2025, l'objectif est de 10 millions de passagers et 1 milliard (!) doit être investi ! Et ce, alors qu'il est certain à 100 % que nous sommes à des années-lumière d'une neutralité climatique des avions. Et pourtant, on attend des gens qu'ils fassent des efforts et prennent moins l'avion ! Quelle contradiction, quelle hypocrisie !

- **Le dossier du centre de données de Google :** nous sommes tous censés économiser l'énergie, ce qui est juste. Mais à Bissen, on déroule le tapis rouge pour une entreprise américaine. Cette semaine, nous avons déposé une plainte auprès du tribunal administratif, car le gouvernement permet à Google de s'en tirer en prétendant que sa gestion énergétique relève du secret d'affaires. Imaginez un peu : Google va consommer autant d'énergie que l'ensemble des ménages luxembourgeois réunis, et pourtant, l'entreprise s'en tire sans avoir à fournir la moindre information. Elle n'a même pas à expliquer pourquoi elle utilise une norme technique inférieure à celle qu'elle applique à l'échelle mondiale ! Notre gouvernement dorlote une entreprise qui fait obstacle à la transition énergétique, en ignorant complètement les questions de démocratie, de libre accès à l'information et même de souveraineté numérique en Europe !

- **Les hybrides rechargeables** : selon le plan du gouvernement, ils doivent redevenir plus attractifs en tant que véhicules de fonction. Cette mesure s'accompagne d'une déclaration franchement absurde selon laquelle on souhaite convaincre les personnes qui ne sont pas encore convaincues par les voitures électriques. Or, ces dernières années, cette technologie n'a, à juste titre, pas été encouragée pour l'cars y des entreprises ; alors pourquoi ce revirement aujourd'hui ? D'autant plus que les voitures électriques sont devenues encore plus performantes entre-temps… Le message du gouvernement doit être très clair et sans ambiguïté : les voitures électriques sont meilleures que jamais, il n'y a absolument aucune raison d'acheter un autre type de voiture (soit dit en passant, cela vaut également pour les véhicules de fonction, où l'on roule apparemment à nouveau davantage en hybrides que sous le gouvernement précédent). À ma connaissance, aucune mesure législative n'a été abandonnée sous prétexte qu'à une occasion, on n'avait pas trouvé de borne de recharge électrique pour un ministre. Ce dossier est emblématique de l'engagement du gouvernement en faveur du climat. Retirez cette proposition d'amendement !

Ce **double langage**, ce « **à la fois ceci et** cela », cette **attitude** franchement « hypocrite » du gouvernement, ça ne passe pas ! Ces reculs sont indéfendables à tous égards !! **Et puis, il ne faudrait vraiment pas parler de « mener les gens en bateau » alors que les décisions du gouvernement partent dans tous les sens.** **Nous avons tous le vertige et nous n'avançons pas, car il n'y a pas de choix politique clair à faire.**

Mais je voudrais ajouter une chose au sujet de la « participation de tous ». Des efforts ou des premières mesures sont en cours pour enfin **inclure les personnes disposant de moins de ressources financières dans la transition**. Nous en prenons acte. Mais cela est loin d'être suffisant. Une seule remarque : tous les fonds alloués jusqu'à présent aux 44 mesures visant à mettre en œuvre le plan social pour le climat sont consacrés à une seule mesure – la location sociale de voitures électriques –, tandis que les fonds destinés aux 44 autres mesures n'ont pas encore été approuvés. D'autres fonds seront certainement investis. Mais il nous manque encore un message clair. Il manque de force, il manque de détermination. La dimension sociale de la transition doit occuper une place bien plus

importante !

- **Présenter des étapes concrètes et expliquer ce que ces mesures signifient pour la vie des gens**… voilà, pour être complet, les deux derniers points soulevés par le chercheur en sciences sociales : leur importance est si évidente que je ne souhaite pas m'y attarder davantage dans ce contexte. Sauf peut-être pour préciser qu'au moins notre ministre de l'Environnement actuel aime célébrer ce qu'on appelle des « étapes clés ». Il considère déjà comme une étape clé le fait d'avoir, au bout de trois ans, remanié une nouvelle fois une stratégie du gouvernement précédent… sans parler de sa mise en œuvre.

Je ne veux pas tout critiquer. Ce serait injuste. Le gouvernement a mis en place **un certain nombre de bonnes mesures**, que nous saluons. Mais ces améliorations ponctuelles et isolées ne changent rien à l'analyse globale ! Ni pour mener à bien la transition, ni pour assumer nos responsabilités, ni pour tenir les promesses du gouvernement. Nous, en tant que Meco, publierons dès à présent et dans un avenir très proche notre « Mecoskop », dans lequel nous évaluons la mise en œuvre des promesses du gouvernement en matière de développement durable. Malheureusement, le bilan est pour l'instant très négatif pour l'action du gouvernement : il est loin de tenir suffisamment ses propres promesses.

Et nous, en tant que Meco, devons assumer notre responsabilité et, dans cette situation plus que jamais, nous exprimer clairement, ne plus enjoliver la situation, voire peut-être devenir plus radicaux dans un certain sens.

Nous ne devons en aucun cas sombrer dans le fatalisme et nous contenter désormais – comme cela a malheureusement trop souvent été le cas dans les médias – de parler principalement de ce que nous pouvons faire pour nous adapter au changement climatique. Se contenter de s'adapter serait déjà presque décadent. Malheureusement, on ne m'a pas encore présenté les propositions concrètes que, par exemple, nous, en tant que Mouvement écologique, mettons en avant pour garantir la réussite de la transition – de la planification de la chaleur à une prime au bien public dans l'agriculture, en passant par l'agriculture biologique, jusqu'à rendre notre système social – ainsi que nos retraites – moins dépendants d'une croissance fragile. Il n'a pas non plus été suffisamment reconnu que nous vivons une époque de crises multiples.

Mais dans ce discours, l'accent sera délibérément mis sur l'essentiel. Et Monsieur Frieden, même si ce discours est très critique, nous apprécions votre présence. Et il est également bien connu que, si la politique a la responsabilité de guider les changements sociétaux, elle a aussi besoin du soutien de nous tous, ainsi que d'acteurs tels que les syndicats.

J'avais commencé ce discours en évoquant le porte-parole de « Psychologists for Future » et la notion de deuil. Oui, nous devons, en tant qu'individus, en tant que société, en tant que responsables politiques, en tant que militants, en tant que citoyens, reconnaître que les problèmes de notre époque nous submergent et nous déstabilisent souvent, et que nous n'avons pas toujours de solution immédiate, Nous devons également être prêts à « débattre » de manière constructive pour trouver les bonnes solutions. Mais nous devons défendre une vision positive de l'avenir avec d'autant plus de détermination : clairs dans notre analyse, convaincants dans notre discours, cohérents dans notre mise en œuvre, et convaincus de la force de notre peuple et de notre société – et tout mettre en œuvre pour relever ce grand défi.

Je voudrais conclure par une citation de l'auteure *Judith Zeh, qui* dit en substance ce qui suit *: « Nous devons tous ensemble remettre l'avenir au centre de nos préoccupations. Nous ne devons pas le laisser à la merci des riches, d'un Elon Musk, d'un lobby des énergies fossiles et d'une approche du « statu quo » qui, en réalité, ne se sert d'un « avenir meilleur » que pour accroître sa propre richesse.*

20 septembre 2026